

Le futur proche

Cinq lauréats du Prix Nobel décrivent ce qui constitue à leurs yeux le problème majeur auquel sera confrontée l'économie mondiale de demain

Le réchauffement planétaire Une deuxième vérité qui dérange

George A. Akerlof

LES GENS réagissent en fonction des histoires qu'on leur raconte. Si vous ne leur racontez pas la bonne histoire, vous êtes dans un mauvais pas. L'Américain Benjamin Lee Whorf, piqué de linguistique et d'anthropologie, a décrit ce phénomène dans les années 20. Ingénieur de métier, spécialiste de la prévention des incendies, il a remarqué qu'un grand nombre d'incendies éclataient dans des stations-service. Mettant la linguistique à l'œuvre, il découvrit que les travailleurs qui manipulaient les fûts servant à l'époque au transport de l'essence ne trouvaient rien de mieux que d'allumer une cigarette à proximité de ces fûts, «vides», autant qu'ils «sachent».

La linguistique joue de nouveau un très mauvais tour au monde d'aujourd'hui. À intervalles réguliers, les dirigeants de la planète se réunissent en grands conclaves : Rio de Janeiro, Kyoto,

Les histoires que nous nous racontons au sujet du réchauffement climatique sont trop empreintes de froideur et de prudence.

Johannesburg, Copenhague. Ils multiplient les proclamations solennelles, mais les mesures de lutte contre le réchauffement planétaire, qui font débat, sont sans cesse remises à plus tard. Le discours sur le réchauffement climatique n'incite ni l'homme de la rue, ni les gouvernants à passer sans tarder à l'action.

Voici une histoire simple, à la fois captivante et vraie. L'atmosphère de la Terre agit comme une couverture protectrice. Elle laisse passer l'énergie du soleil, qui réchauffe notre globe, puis elle ralentit la fuite de la chaleur que renvoie la planète.

Collectivement, les êtres humains ont un bébé : la Terre. Année après année, inexorablement, la couverture atmosphérique qui



George A. Akerlof a reçu le Prix Nobel d'économie en 2001. Il est chercheur invité au Département des études du FMI, professeur émérite d'économie à l'université de Californie, à Berkeley, et coauteur, avec Rachel Kranton, d'un ouvrage intitulé Identity Economics: How Our Identities Shape Our Work, Wages, and Well-Being.

entoure notre bébé devient de plus en plus pesante. Même un court trajet en voiture, d'une centaine de kilomètres à l'aller et au retour, qui consomme 20 litres d'essence, ajoute 50 kilos de dioxyde de carbone à l'atmosphère. Ainsi, innocemment, une famille américaine moyenne alourdit chaque semaine de 900 kilos la couverture de la Terre. Additionnons toutes les familles du monde et ajoutons un brin de science à notre compréhension intuitive de la relation entre le bébé et la couverture; on voit aisément que, selon toute probabilité, notre monde se réchauffe de plus en plus.

En pareilles circonstances, n'importe quel parent se précipiterait au secours de son bébé. Mais les histoires que nous nous racontons au sujet du réchauffement climatique sont trop empreintes de froideur et de prudence. Nous lisons les proclamations du Groupe intergouvernemental sur le changement climatique. Nous acceptons les conclusions des «scientifiques». Les hommes de science ont parlé, presque d'une seule voix, et souvent avec beaucoup de passion et de force, mais le détachement professionnel amortit le message. Je me souviens d'un dîner, il y a une vingtaine d'années,

(suite à la page 19)

Panne de la demande

La crise non résolue

Paul Krugman

VERS LE MILIEU de la deuxième décennie du XXI^e siècle, le problème majeur qui se posera à l'économie mondiale — ou du moins aux pays relativement riches — est un problème que beaucoup d'économistes n'ont jamais imaginé qu'ils pourraient rencontrer un jour. Pour la première fois depuis les années 30, le monde semble souffrir d'une carence persistante de demande; les gens ne dépensent simplement pas assez pour que les capacités de production dont nous disposons soient convenablement utilisées. Chacun pensait que c'était un problème résolu, qui avait envenimé l'existence de nos grands-parents, mais ne reviendrait plus jamais. Or il est de retour, et nous n'en avons toujours pas la clé.

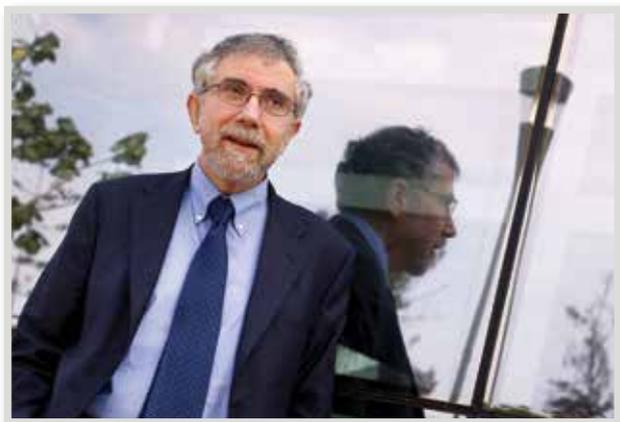
Voici quelques chiffres bruts. Si nous prenons le groupe des «pays avancés» de la base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) du FMI, nous constatons que leur PIB réel total a augmenté de 18 % entre 2000 et 2007. Les projections effectuées à l'époque tablaient pour le moyen terme sur la poursuite de la croissance au même rythme. Or, en fait, il apparaît maintenant que les pays avancés n'ont progressé que de 6 % entre 2007 et 2014, soit un écart de 10 % par rapport à ce nous pensions être la tendance.

Nos institutions dirigeantes économiques ne sont pas du tout adaptées pour faire face à une grave et persistante insuffisance de la demande.

Certes, nombre de gens vous diront que la marge de capacité inutilisée est bien moindre; d'après les estimations des PEM, l'écart de production de l'ensemble des pays avancés n'est que de 2,2 %. Mais on aurait bien tort de s'imaginer que cette estimation basse signifie que les choses ne vont pas si mal après tout, pour deux raisons.

Premièrement, nous ne savons pas vraiment à quel point les capacités sont sous-utilisées. La forte baisse du taux de participation à la vie active aux États-Unis et de la productivité au Royaume-Uni est-elle un phénomène séculaire (à long terme), ou conjoncturel (si la demande d'emploi chute, c'est parce que les offres sont rares)? Si l'inflation reste basse, est-ce parce que l'économie tourne presque à capacité ou parce que les travailleurs refusent d'accepter une baisse de leurs salaires, de sorte que la courbe de Phillips — la relation historiquement inverse entre les taux de chômage et d'inflation — s'aplatit lorsque l'inflation est basse? Personne n'en sait rien — et il serait tragique de conclure à l'inéluctabilité de la production faible et du chômage de masse alors que leur cause est peut-être tout simplement l'insuffisance de la demande.

Deuxièmement, si la progression du potentiel productif a en fait chuté autant que le suggèrent les estimations, cela témoigne de la puissance des effets à long terme de problèmes économiques censés



Paul Krugman a reçu le Prix Nobel d'économie en 2008. Il est professeur d'économie et d'affaires internationales à l'université de Princeton, tient une rubrique dans le *New York Times* et a récemment publié un ouvrage intitulé *End This Depression Now!*

être passagers : la profonde récession mondiale que l'on a laissé s'installer a, semble-t-il, entraîné à la longue une énorme dégradation des perspectives économiques d'avenir. Voilà qui implique qu'il est énormément important de soutenir convenablement la demande, non pas seulement à court terme, mais aussi sur le long terme.

Quoi qu'il en soit, il est donc urgent de relancer la demande. Malheureusement, nous avons appris depuis 2007 que nos institutions dirigeantes économiques ne sont pas du tout adaptées pour faire face à une grave et persistante insuffisance de la demande.

Pendant la Grande Modération — nom que les économistes américains James Stock et Mark Watson ont donné à la réduction de l'instabilité macroéconomique aux États-Unis au milieu des années 80 —, nous pensions que nous maîtrisions la politique macroéconomique. La gestion de la demande a été confiée à des technocrates au sein de banques centrales indépendantes, tandis que la politique budgétaire était axée sur le long terme. Il s'avère cependant que, face à de graves secousses persistantes, le système s'effondre. D'une part, les banques centrales se heurtent à la barrière du zéro — le fait que les taux d'intérêt ne peuvent pas être négatifs — et se préoccupent de la taille de leurs bilans. De l'autre, la politique budgétaire, au lieu de faciliter les choses, a rapidement commencé à aggraver la situation. Elle était empêtrée à la fois par l'asymétrie entre les débiteurs et les créanciers — les premiers étant forcés de réduire la voilure, et les seconds n'ayant aucune obligation d'accroître leurs activités — et par les luttes politiques intestines. Je dis parfois sur le ton de la plaisanterie que l'Europe et les États-Unis font la course pour savoir qui peut apporter la pire réponse à la crise actuelle; l'Europe mène pour le moment, mais d'une courte tête.

On aimerait croire que ces problèmes sont transitoires, et peut-être le sont-ils. Mais la stabilité de la Grande Modération reposait, nous le réalisons aujourd'hui, à la fois sur une augmentation ininterrompue de l'endettement des ménages et sur un accroissement relativement rapide de la population en âge de travailler, qui ne se reproduiront ni l'une ni l'autre, et il y a peu de signes d'un changement de cap.

L'insuffisance de la demande est donc très problématique et semble devoir le rester pendant quelque temps encore. Il faut trouver un moyen de remédier à cette situation. ■

Stagnation séculaire

Les pays riches au point mort

Robert Solow

L N'Y A aucun espoir que tous les problèmes économiques pressants disparaissent au cours des 50 prochaines années. Ils vont de la gestion des causes et conséquences du changement climatique aux mesures — ou à l'absence de mesures — pour remédier à l'inégalité des revenus et de la fortune au sein de l'économie nationale et, dans le cas des pays riches, à la nécessité de modifier ou de corriger la tendance de la conjonction de la technologie et de la demande à créer des emplois en haut et au bas, mais pas assez au milieu de l'échelle des compétences/salaires.

Je poserais cependant la question suivante, en apparence moins cosmique : l'économie des pays riches d'Europe, du Japon et de l'Amérique du Nord est-elle aujourd'hui engluée dans une phase de stagnation dite séculaire, qui risque de durer? Si je choisis cette question, c'est que, si la réponse est oui, et si on ne trouve pas rapidement une issue, les chances de résoudre les problèmes plus vastes s'en trouvent bien amoindries.

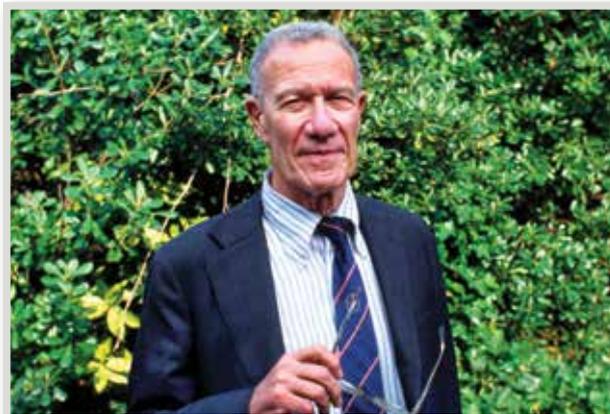
L'expression «stagnation séculaire» — qui remonte aux écrits de l'économiste américain Alvin Hansen dans les années 30 — fait référence à la tendance persistante de l'économie du pays (ou d'un groupe de pays) non seulement à croître lentement, mais aussi à avoir du mal à utiliser pleinement son potentiel productif ou en être incapable. À l'époque, cela aurait été décrit comme un manque

Seules les bulles ont pu créer de la prospérité ces dernières années, et nous savons que cela ne dure pas.

de possibilités d'investissements offrant un rendement convenable. De nos jours, on dirait plutôt que le taux d'intérêt réel compatible avec la pleine utilisation des ressources est négatif et ne peut pas être atteint systématiquement.

Qu'est-ce qui incite à croire à la menace d'une stagnation séculaire aujourd'hui? L'argumentaire comporte deux volets. Le premier est la thèse, développée avec une vigueur particulière par l'économiste américain Robert Gordon, selon laquelle la population et la productivité globale des facteurs vont croître à l'avenir plus lentement que pendant la période faste passée. Les prévisions démographiques ne laissent guère de doute. Le pessimisme quant à la productivité globale des facteurs — ou à l'efficacité du capital et de la main-d'œuvre — repose surtout sur la croyance que la révolution de la technologie de l'information n'a pas le pouvoir d'accroître la production/le bien-être comme les précédentes vagues technologiques — combustion interne, électrification, urbanisation — l'ont fait en leur temps. L'argumentaire se tient même s'il y a de fortes chances pour que ce scénario de croissance lente se concrétise.

Le second volet découle du premier. La croissance démographique (par l'«élargissement» du capital) et le progrès technologique (par le besoin de renouvellement des capacités) sont les



Robert Solow a reçu le Prix Nobel d'économie en 1987 pour ses contributions à la théorie de la croissance économique. Il est professeur émérite au Massachusetts Institute of Technology.

principales forces qui ont empêché la chute du rendement des investissements privés, en dépit de l'intensité de capital croissante et de la diminution des rendements. Dans l'avenir plombé par une croissance lente, l'épargne persistera, le taux de rendement chutera, et l'investissement privé faiblira.

De plus, l'histoire récente confirme ce pessimisme. Seules les bulles — des point.coms et du logement — ont pu créer de la prospérité ces dernières années, et nous savons que cela ne dure pas. Cinq ans ont passé depuis la fin officielle de la dernière récession, et tant les États-Unis que l'Europe — sans parler du Japon — sont très loin d'être revenus à la pleine utilisation des capacités. Cette faiblesse prolongée concorde au moins avec l'idée de stagnation séculaire.

Mais pas tout à fait. L'atonie de la demande privée provient directement du manque de dépenses dans la construction, résidentielle et non résidentielle. (Cela pourrait expliquer la disparition d'un grand nombre d'emplois bien rémunérés.) La cause ne fait aucun doute. Les pays qui ont connu une bulle immobilière dans les années qui ont précédé la crise se retrouvent avec un parc de logements excédentaire et un marché hypothécaire perturbé. Quelque chose de semblable s'est produit sur le marché des immeubles de bureaux et des autres structures commerciales.

Il reste cependant une part de mystère. Aux États-Unis, au moins, l'investissement des entreprises ne s'est remis que partiellement de la récession, malgré la très forte progression des bénéfices. Le résultat, comme l'ont démontré Martin Baily et Barry Bosworth, attachés de recherche principaux à la Brookings Institution dans une étude non publiée, est que l'épargne est supérieure à l'investissement des entreprises depuis 2009. Ce secteur, normalement emprunteur net, est devenu prêteur net au reste de l'économie. Cela ressemble fort à une réaction à une chute attendue du taux de rendement des investissements, comme le suggère l'hypothèse de la stagnation.

La conclusion prudente — la prudence est-elle à la mode? — est que l'hypothèse de la stagnation n'est pas une certitude, mais n'est pas non plus une vue de l'esprit. Les inquiétudes de Hansen ont été balayées par la Seconde Guerre mondiale et la politique expansionniste du gouvernement qui lui a succédé. Nous devons commencer dès maintenant à réfléchir à la stratégie adaptée. ■

Inclusion

Accompagner la croissance des pays en développement et s'y adapter

Michael Spence

L'ÉCONOMIE mondiale présente beaucoup de problèmes pressants, mais le plus crucial à mon sens est d'accompagner la croissance des pays en développement et de parachever le processus de convergence qui a débuté au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit non pas seulement de réduire massivement la pauvreté, mais aussi d'ouvrir largement aux 85 % de la population mondiale qui ont goûté une croissance digne de ce nom pour la première fois dans l'après-guerre la perspective de couler une existence saine, productive et créative. Cette expansion massive de l'inclusion économique pourrait être le trait marquant de ce siècle. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire.

L'inclusion va nécessiter une modification profonde des mentalités, des politiques publiques et des institutions — internationales comme nationales. Le but est de faire en sorte que la montée en puissance du monde en développement profite autant que possible à tous, alors même que des transitions majeures vont inévitablement faire évoluer les prix relatifs, provoquer une transformation radicale de la structure économique des pays avancés et en développement et modifier la distribution des revenus et de la fortune.

Si ce processus de convergence est mené à bien, il triplera la taille de l'économie mondiale au cours des 25 à 30 prochaines années — et la progression sera plus spectaculaire encore si on prend comme année de référence 1950 au lieu de 2014. Si l'on tente cette entreprise sans rien changer à la façon dont les ressources naturelles sont utilisées dans le monde, ou bien la paralysie gagnera lentement la croissance, ou, pire encore, on aboutira à un échec catastrophique après un point critique environnemental ou écologique. La préservation de l'environnement est essentielle pour accompagner la montée en puissance du monde en développement.

Toutes les économies reposent sur une base d'actifs matériels et immatériels. Il est souvent possible d'entretenir la croissance pendant quelque temps tout en sous-investissant et en laissant ces actifs se dégrader ou du moins stagner, mais cela ne peut pas continuer indéfiniment. Nous découvrons que le capital naturel est une sous-catégorie importante des actifs qui forment la base de l'économie mondiale. Le sous-investissement dans le capital naturel ne va pas simplement réduire la croissance qualitativement, mais en définitive la saper, ou même lui faire prendre une pente négative. C'est pourquoi les travaux en cours pour mesurer le capital naturel sont une étape importante afin d'établir des modes de croissance écologiquement responsables au niveau mondial.

Viennent ensuite les questions de distribution. Dans les pays avancés, la technologie et le jeu des forces du marché réduisent ou font disparaître une quantité d'emplois, du fait de l'évolution des chaînes d'approvisionnement mondiales : automatisation, suppression des intermédiaires et délocalisations. Ce processus est si rapide que les marchés du travail sont déséquilibrés ; le



Michael Spence a reçu le Prix Nobel d'économie en 2001. Il est professeur d'économie à l'École de commerce Stern de l'université de New York, chercheur invité distingué au Conseil des relations internationales, attaché de recherche supérieur à l'Institution Hoover de l'université Stanford, et Président du Conseil académique du Fung Global Institute.

capital humain est mal armé face au changement de la demande mondiale. Il est essentiel d'accélérer le retour à l'équilibre pour assurer une croissance et une distribution équitable partout dans le monde. Et même si les choses avançaient plus vite qu'à l'heure actuelle, des inégalités persisteraient.

Il n'y a pas aujourd'hui consensus sur la manière de remédier aux diverses formes d'inégalité. Certains pensent qu'il faut se concentrer sur la pauvreté et laisser les marchés faire le reste. D'autres se préoccupent des perdants absolus — les jeunes au chômage, par exemple — et du partage des charges, surtout après les graves soubresauts économiques que nous avons connus récemment. D'autres encore évaluent les gains et pertes relatifs et absolus et mettent en avant les seconds. Malgré ces divergences, la plupart des sociétés, avancées et en développement, partagent un même désir de mobilité sociale intergénérationnelle. Dans ce domaine, les tendances d'évolution varient selon les pays et sont souvent inquiétantes.

Si les technologies numériques qui économisent de la main-d'œuvre et du capital et favorisent la qualification sont aussi puissantes que nous sommes nombreux à le croire, elles vont prodigieusement accroître la productivité. Il n'est pas évident, du moins dans les pays à haut revenu, que l'«excédent» qui en résultera doive être employé à produire et consommer encore plus de biens et services. Il faudrait peut-être s'en servir pour accroître les loisirs. Et peut-être que la semaine moyenne de travail va — ou devrait — se raccourcir. Si tel est le cas, il nous faudra, pour évaluer le bien-être, un instrument de mesure plus précis que la valeur totale des biens et services acquis au cours de transactions homologables. Cette nouvelle société ne peut pas fonctionner si le modèle de l'emploi reste figé, avec une majorité travaillant à plein temps au sens traditionnel et une minorité croissante de la population au chômage.

En ce qui concerne la stabilité et la coordination internationale de la politique économique, il serait injuste de parler d'échec.

(suite à la page 19)

Inégalité

L'économie devrait être au service de la société

Joseph E. Stiglitz

LA PLUS grande bataille de l'après-guerre a mis en présence deux systèmes économiques rivaux : était-ce le communisme ou le capitalisme qui serait le meilleur moyen d'assurer la croissance et la prospérité de chacun? Cette bataille a cessé avec la chute du Mur de Berlin. Mais un nouvel affrontement se dessine : quelle est la forme d'économie de marché qui fonctionne le mieux?

Pendant longtemps, le capitalisme démocratique à l'américaine a semblé triompher. Les États-Unis ont répandu la déréglementation, la privatisation et la libéralisation dans le monde entier, grâce à un ensemble de politiques connu sous le nom de Consensus de Washington. Puis est venue la crise financière mondiale de 2008, au cours de laquelle c'est l'État qui a sauvé le marché de ses excès. La tentative de minimiser le rôle de l'État a été un échec lamentable et a amené l'État à prendre des mesures sans précédent.

Depuis, beaucoup de spécialistes scrutent de plus près le système économique américain. Après plus d'un quart de siècle de stagnation du revenu médian, il est devenu clair que ce système *ne*

L'inégalité marquée et croissante aux États-Unis est due à leur politique.

marchait pas pour la plupart des citoyens, même s'il fonctionnait très bien pour les classes les plus aisées. Mais le système politique lui-même a été remis en cause : l'inégalité économique créait de l'inégalité politique, comme l'a clairement démontré la résistance victorieuse des banques qui avaient causé la crise aux réformes que la plupart des économistes jugeaient nécessaires pour éviter que l'histoire se répète. La démocratie ne se résume pas à des élections à intervalles réguliers pour choisir les dirigeants politiques, et la démocratie américaine semblait obéir de plus en plus à la règle «un dollar, une voix» qu'au principe «une personne, une voix».

L'économiste français Thomas Piketty assure qu'un haut niveau d'inégalité est l'état naturel du capitalisme — la situation n'a été autre que pendant un bref interlude après-guerre, du fait de la solidarité que la guerre avait suscitée. Piketty confirme ce que d'autres ont remarqué : l'énorme aggravation des inégalités de revenus et de fortune, et l'importance croissante de la fortune héréditaire. Il prédit que ces tendances vont persister.

Je suis d'avis que ce niveau élevé et croissant d'inégalité n'est pas le résultat inévitable du capitalisme, ni le produit de forces économiques inexorables. Il y a des pays où le niveau d'inégalité est bien plus bas — avec une croissance tout aussi vigoureuse — et où les citoyens, surtout la moitié moins aisée, s'en tirent bien



Joseph E. Stiglitz a reçu le Prix Nobel d'économie en 2001; il est maintenant professeur à l'université Columbia, et son plus récent ouvrage — en collaboration avec Bruce C. Greenwald — s'intitule Creating a Learning Society: A New Approach to Growth, Development, and Social Progress.

mieux que leurs homologues étatsuniens. Certains pays, pour ne pas nommer le Brésil, ont même sensiblement réduit les inégalités ces dernières années. L'inégalité marquée et croissante aux États-Unis est due à leur politique et à leurs politiciens, et les pays qui ont suivi leur exemple — le Royaume-Uni, par exemple — se retrouvent dans une situation comparable. L'inégalité est due à l'ersatz de capitalisme du pays — gangrené par les monopoles et oligopoles, les cadeaux de l'État aux entreprises et aux riches, les renflouements à répétition des banques, les déficiences du gouvernement d'entreprise et une législation fiscale qui permet aux riches de placer leur argent dans des paradis fiscaux et de payer bien moins que leur juste part d'impôts.

Le FMI a récemment souligné à juste titre les effets délétères des inégalités sur les résultats économiques. Dans un ouvrage intitulé *Le prix de l'inégalité*, j'expliquais comment nous pourrions avoir simultanément plus de croissance et de stabilité et plus d'égalité — surtout dans les pays où l'inégalité a atteint des sommets, comme aux États-Unis. L'effet de retombée économique ne fonctionne pas, comme le montrent amplement les statistiques américaines. Et c'est particulièrement vrai lorsqu'une si grande part des inégalités provient de la recherche de rentes (les plus aisées s'appropriant une part de plus en plus grosse du gâteau national) et de l'absence d'égalité des chances, ce qui signifie que les moins aisés n'ont jamais la possibilité d'exploiter leur potentiel.

Le capitalisme contrefait qui est apparu aux États-Unis et dans certains autres pays est le résultat prévisible et annoncé d'une démocratie dévoyée qui permet à l'inégalité économique de se muer aisément en inégalité politique, en un cercle vicieux, l'aggravation de la première accroissant automatiquement la seconde.

L'enjeu majeur pour l'économie mondiale des décennies à venir n'est pas seulement de brider les excès de l'économie de marché — en empêchant, par exemple, la prise de risque excessive, les prêts prédateurs et la manipulation des marchés,

(suite à la page 19)

(Akerlof, suite de la page 14)

où j'étais assis à côté d'un astronome; j'ai soulevé la question du réchauffement. Et il m'a répondu : «Nous n'avons pas encore la confirmation d'un réchauffement planétaire qui serait dû à un changement climatique anthropogène.»

Ce jugement était correct en langage scientifique, enrobé comme il fallait d'un certain degré de doute. Mais, aux fins de la politique publique, au vu de la forte probabilité que le réchauffement de la Terre soit dû à l'activité humaine, ces précautions de langage sont insensées. Les parents ne prennent pas la température de leur bébé pour décider s'il fait trop chaud dans sa chambre; de même, s'agissant de notre globe, il faut un discours qui nous incite à prendre les mesures qui s'imposent.

Cette rhétorique est nécessaire, non pas seulement pour nous-mêmes, mais pour que nos gouvernants aient la légitimité et la volonté dont ils ont besoin pour passer à l'action. La dynamique du réchauffement de la planète est aussi bien comprise que n'importe quel problème économique... Le meilleur moyen (fort

coûteux) d'y remédier est de taxer uniformément les émissions de carbone; il faut relever le taux de cette taxe jusqu'à ce que le niveau des émissions retombe au niveau recherché. Il faudrait aussi subventionner la recherche et le développement sur les techniques de réduction des émissions.

Mais le réchauffement est un problème planétaire et les émissions viennent de partout; donc il faut que les taxes et subventions soient planétaires. Chaque pays doit comprendre qu'il est de son devoir de venir à la rescousse. Nous devons conclure une alliance mondiale qui «nous» rassemble. Nous devons nous dire qu'il faut joindre nos forces. Nous devons faire tout notre possible, quoi que fassent les autres. Pourquoi? Parce que la Terre est le bébé que nous chérissons.

Il y a donc deux vérités qui dérangent. La première est le réchauffement planétaire. La seconde est que nous ne nous racontons pas encore les histoires qui nous convaincraient de la nécessité de lutter contre. ■

(Spence, suite de la page 17)

L'Accord général sur le commerce et les tarifs a joué un rôle majeur, car il a favorisé l'ouverture de l'économie mondiale, l'uniformisation des règles commerciales et promu la croissance des pays en développement. Les gouvernements et les banques centrales coopèrent bel et bien en temps de crise, et leur intervention est positive et cruciale. Et les institutions financières internationales ont largement contribué à la réduction de la pauvreté et à la stabilité économique dans les pays émergents, et ont adapté leurs règles avec souplesse à la lumière d'une compréhension plus approfondie du comportement de l'économie mondiale et des systèmes financiers.

Mais la réforme du mode de gouvernance de ces institutions ne progresse pas au même rythme que l'évolution de la taille et de l'influence économiques relatives des pays émergents. Cela nuit à leur crédibilité et à leur autorité, et donc à la bonne coordination des politiques économiques. En outre, les retombées des politiques financières et monétaires, en particulier, sont largement négligées par les autorités nationales, dont la mission est surtout axée sur la

gestion économique intérieure. Les dirigeants semblent administrer les centres nerveux de réseaux individuels sans se préoccuper des ramifications et des effets de retour de leurs décisions.

La gouvernance supranationale est loin d'être une réalité. Il suffit de jeter un coup d'œil à l'Union européenne et la zone euro pour voir combien il est difficile d'accorder la réglementation et la gestion macroéconomique avec les réseaux de plus en plus interdépendants de l'économie mondiale ou de ses composantes. Les questions de fond sont la souveraineté, l'identité et l'autodétermination démocratique.

Nos enfants et petits-enfants vivront dans une économie mondiale plus vaste, plus interconnectée, où la masse et le pouvoir économiques sont relativement éparés et où les niveaux de revenus, les stades de développement et les cultures sont fort hétérogènes. Le grand enjeu économique pour tous les pays — avancés ou en développement — et leurs citoyens est d'apprendre comment accomplir ce voyage de manière responsable, équitable et stable. ■

(Stiglitz, suite de la page 18)

penchants auxquels les institutions financières se sont tellement laissé aller ces dernières années. Il faut faire fonctionner les marchés comme ils sont censés le faire — une vive concurrence tirant l'innovation, qui améliore la qualité de la vie, et non la sorte d'innovation qui a pour seul objectif de s'approprier une part plus importante du revenu de la nation et de contourner la réglementation mise en place pour que l'économie fonctionne comme il faut. Il faut assurer non seulement une croissance économique vigoureuse, mais aussi une prospérité partagée. Il faut veiller à ce que l'économie soit mise au service de la société,

et non l'inverse. Lorsque le «progrès» économique — qu'il soit lié à la mondialisation ou à la création de l'euro — se traduit par une forte réduction des salaires et des prestations publiques pour une large tranche de la société, il faut se demander si l'on ne confond pas la fin et les moyens.

Et l'enjeu majeur au plan politique mondial est que le processus démocratique représente véritablement les intérêts des citoyens ordinaires. Il ne sera pas aisé de briser le pouvoir de l'argent sur la politique. Mais si nous n'y parvenons pas, il faut nous attendre à être bien déçus de notre économie et de nos démocraties. ■